



[Source: les-crisis.fr](https://les-crisis.fr)

Qui contient qui ? Par Graham E. Fuller

Source : [Graham E. Fuller](#), 07-02-2018

Au fil des ans, « l'endiguement » a été un instrument politique clé par lequel les États-Unis ont cherché à isoler, affamer ou excommunier des régimes de la « communauté internationale » qui refusent d'accepter l'ordre mondial dominé par les États-Unis.

Pourtant, la grande ironie aujourd'hui est que cette politique très américaine d'endiguement semble maintenant caractériser la façon dont de nombreuses grandes puissances dans le monde en sont venues à penser leur façon de traiter les États-Unis. Ces États n'utilisent pas le mot « endiguement », mais l'intention est toujours la même ; ils perçoivent la nécessité de « contenir » ou de contraindre Washington, limitant ainsi les dommages que les États-Unis peuvent infliger à leurs intérêts nationaux sans s'engager dans une confrontation directe avec eux.

L'endiguement a été un moyen raisonnablement sensé de traiter avec des États hostiles qui ne peuvent être facilement vaincus militairement, sauf à un coût militaire potentiellement énorme pour les États-Unis eux-mêmes, surtout si le risque est une guerre nucléaire. Pendant de nombreuses décennies, l'Union soviétique et la Chine ont été « contenues » en raison de leur idéologie jugée radicale et de leur hostilité à l'ordre mondial dominé par les États-Unis. Ces deux États ont également soutenu de nombreux mouvements révolutionnaires radicaux de gauche dans le monde entier qui s'opposaient idéologiquement aux États-Unis. (Souvent, ces mouvements avaient de bonnes raisons d'être hostiles et révolutionnaires, fréquemment en raison de conditions intérieures terribles dans leur propre pays – et sous des régimes souvent soutenus par Washington. Cuba, le Chili et le Nicaragua viennent à l'esprit, bien que les États-Unis aient finalement fait des efforts pour les renverser après leurs révolutions).

Au cours des dernières décennies, les États-Unis ont appliqué des politiques d'endiguement à l'Irak de Saddam et à l'Iran. L'endiguement de la Corée du Nord a été une politique de longue date, sans doute plus sage que la plupart des autres options. En effet, l'endiguement continu de Saddam en Irak n'aurait-il pas été la politique la plus sage par rapport à la boîte de Pandore déclenchée par l'invasion et l'occupation de l'Irak par les États-Unis et ses vastes retombées régionales ? Mais le confinement soulève aussi des questions approfondies. La première est qu'une fois sur la « liste de confinement » des États-Unis, il est souvent difficile pour un État d'en sortir, à moins d'être la cible d'un « changement de régime » parrainé par les États-Unis. On devient un « régime voyou ». Et le plus grand problème avec le fait d'être «

endigué » est que, d'une certaine manière, cela devient une prophétie auto-réalisatrice d'hostilité durable.

Depuis la fin de la Guerre froide, le monde a changé de visage. Parmi les États qui ont atteint un niveau de vie raisonnablement confortable, il y a moins d'appétit pour la confrontation ou la guerre. En conséquence, le « fardeau du leadership mondial » assumé par les États-Unis en temps de guerre et de paix sur la scène internationale est considéré comme une denrée moins désirable qu'auparavant. Ainsi, moins de nations et de peuples sont prêts à risquer la guerre potentielle que le « leadership » américain pourrait provoquer aujourd'hui – en Corée, en Europe face aux affrontements de l'OTAN le long des frontières russes, en patrouillant dans le détroit de Taïwan, ou la guerre au Venezuela, ou le « maintien de la libre circulation du pétrole » dans le Golfe Persique (alors que cette libre circulation n'a presque jamais été contestée).

Un nombre de plus en plus important de sondages internationaux au fil des ans donnent à penser que les populations de nombreux pays du monde en sont venues à considérer les États-Unis eux-mêmes comme l'une des plus grandes menaces à la paix dans le monde. Les États-Unis – presque continuellement en guerre quelque part depuis la chute de l'URSS – gravitent de plus en plus vers des approches militaires pour gérer les crises mondiales. Même avant la présidence de Trump, la diplomatie américaine s'est affaiblie face à la montée des commandements militaires régionaux américains qui éclipsent l'autorité et les compétences de nos ambassadeurs à l'étranger. Le commandant de l'Africom, par exemple, préside un budget militaire massif et représente effectivement la voix dominante de la politique américaine en Afrique. Ces ressources militaires institutionnalisées éclipsent le pouvoir financier et politique de tout ambassadeur des États-Unis dans n'importe quel pays africain. Il n'est pas étonnant qu'une telle mauvaise répartition du pouvoir américain à l'étranger conduise à envisager davantage des solutions militaires que politiques ou diplomatiques. Dans le monde en mutation rapide d'aujourd'hui, les États-Unis sont sans doute plus bouleversés que tout autre grand pays par la nature et la rapidité des changements stratégiques mondiaux de pouvoir. Le jeu des condamnations à Washington est monnaie courante. Les États-Unis s'étaient habitués à être aux commandes de l'ordre mondial qu'ils avaient mis au point depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il semble presque inconcevable pour la plupart des Américains – et pour certains étrangers qui ont grandi dans ce même environnement – d'imaginer un monde dans lequel les États-Unis ne sont plus l'architecte ou l'arbitre suprême de cet ordre mondial.

Ce changement suscite donc de sérieuses inquiétudes à Washington au sujet de son pouvoir en déclin (relatif). Ces angoisses conduisent à un besoin constant de renforcer publiquement, chez nous et à l'étranger, la croyance que la puissance américaine n'a pas du tout dérapé. Les États-Unis invoquent de plus en plus souvent l'argument selon lequel une action militaire est nécessaire quelque part, ne serait-ce que pour « maintenir la crédibilité des États-Unis ». Bref, si vous n'agissez pas, aussi imprudemment que cela puisse être, vous pourriez renvoyer

une image de faiblesse et ne plus représenter un « engagement » crédible. Nous entrons donc dans la dix-septième année de guerre en Afghanistan. Tout cela fait partie du grand danger de la dangereuse danse des puissances montantes et déclinantes. La psychologie propre à la fois à la montée et au déclin du pouvoir peut être dangereuse. En conséquence, les États-Unis sont traités par les étrangers avec prudence, peut-être même comme un serpent capable de frapper de manière inattendue.

Il en résulte au niveau mondial une nervosité généralisée au sujet des intentions et des actions des États-Unis – même avant Trump – et de leurs conséquences risquées ou non désirées. Et c'est pourquoi une grande partie du monde pense maintenant en termes de limitation des dommages lorsqu'il anticipe des politiques américaines plus agressives.

Si nous devons alors nous contenter d'une seule description de la psychologie qui caractérise la stratégie chinoise et russe de nos jours, il s'agit bien d'un « endiguement » des États-Unis. L'UE aussi, par exemple, croit de plus en plus qu'elle doit prendre elle-même en main ses relations avec la Russie, plutôt que d'être entraînée dans une confrontation militaire avec la Russie par le biais d'exercices douteux de l'OTAN aux frontières de Moscou. Soutenir la « crédibilité » américaine n'est pas une priorité de la politique étrangère européenne (sauf pour les quelques petits voisins tristement condamnés à une vie éternellement à côté de l'ours russe). Les dirigeants sud-coréens trouvent également que jouer la carte américaine est parfois utile sur le plan diplomatique, mais représente un énorme danger si Washington est réellement prêt à déclencher une guerre – une guerre dans laquelle Séoul a tout à perdre. En effet, le seul État au monde aujourd'hui qui tend à soutenir complètement l'action militaire américaine presque partout dans le monde est Israël.

Enfin, le concept « d'endiguement » soulève une question plus profonde sur la psychologie des relations internationales. Dans quelle mesure est-il sage de maintenir des listes d'États et de dirigeants ennemis qui ont besoin d'être confinés ? Peu d'autres États le font, en partie parce que le fait de déclarer un autre État ennemi a des conséquences négatives évidentes ce qui conduit aisément à la prophétie autoréalisatrice. Ce phénomène est fondamental pour la psychologie même des relations humaines. Si nous signalons à quelqu'un que nous considérons qu'il s'agit d'une menace ou d'un ennemi, il y a de très fortes chances que l'autre partie fasse de même et que les relations mutuelles se détériorent de façon prévisible. C'est pourquoi les « politiques de bon voisinage » astucieuses représentent plus qu'une simple volonté de bien-être naïf. Pourtant, les États-Unis passent encore beaucoup de temps à dresser et à annoncer des listes de ceux qui sont des ennemis ou des rivaux et qui doivent être punis ou endigués.

Pour le meilleur ou pour le pire, l'ordre international de la fin du XX^e siècle a disparu. Dans une période de changements stratégiques majeurs, les États-Unis semblent déterminés à s'accrocher au statu quo qui les a si longtemps favorisés. Pourtant, il serait peut-être sage pour Washington d'arrêter d'y aspirer – avec tous les problèmes que cela entraîne aujourd'hui.

Peut-être qu'au lieu de rechercher sans fin des ennemis (« dragons à tuer à l'étranger »), ce qui est le quotidien de la plupart des stratèges et des groupes de réflexion de Washington, une volonté de s'adapter et de trouver une cause commune avec de nouvelles puissances mondiales donnerait des résultats un peu plus désirables pour tous.

Graham E. Fuller est un ancien haut fonctionnaire de la CIA, auteur de nombreux livres sur le monde musulman ; son dernier livre est « Breaking Faith: a novel of espionage and an American's crisis of conscience in Pakistan ». (Amazon, Kindle) grahamefuller.com

Source : [Graham E. Fuller](#), 07-02-2018

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.